



DECLARATION FO FONCTON PUBLIQUE LUE A L'ISSUE DU CCFP DU 15 MARS 2019

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Le projet de Loi de Transformation de la Fonction publique vient d'être rejeté à l'unanimité par les neuf organisations syndicales représentatives.

Ce gouvernement restera celui qui a essayé de casser le Statut général des fonctionnaires et les statuts particuliers et nous verrons dans les mois qui viennent si vous réussissez ou si nous avons fait échouer votre projet.

En développant toujours plus la contractualisation, en remplaçant des fonctionnaires par des contractuels, en développant la précarité et en préparant ainsi la privatisation de missions publiques, vous faites bien plus que modifier le cadre juridique de l'emploi public.

En réduisant à peau de chagrin le recrutement de fonctionnaires, vous modifiez notre modèle social, et vous affaiblissez les valeurs républicaines et l'égalité des droits des usagers.

Enfin, ce projet de Loi est aussi pour le gouvernement un outil de destruction des organisations syndicales.

En retirant les compétences de mobilité et d'avancement des CAP, en supprimant les CAP par corps et en supprimant les CHSCT, donc en réduisant le nombre d'élus et d'heures de délégation pour les représentants du personnel, vous affaiblissez la démocratie sociale. Pourtant celle-ci passe par des organisations syndicales fortes et indépendantes. Nous avons compris que ce n'était pas le choix de ce gouvernement.

De son côté, Force Ouvrière ne se rangera jamais à un syndicalisme intégré à l'appareil d'Etat.

C'est donc dans la rue dès le 19 mars et au Parlement que le combat va continuer pour Force Ouvrière, rapport de force inévitable tant les intérêts du gouvernement sont à des années-lumière des intérêts des fonctionnaires et agents publics.

Fait à PARIS, le 15 mars 2019

